

PREFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 07 juillet 2011

Adresse postale	Adresse physique
Services de l'Etat en Vaucluse	DREAL PACA
DREAL PACA	Unité Territoriale de Vaucluse
Unité Territoriale de Vaucluse	Cité Administrative
84905 AVIGNON cedex 09	Bâtiment 1 - Porte B
	84000 AVIGNON

Rapport de l'Inspection des installations classées

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Société MÄDER COMPOSITES -177, avenue des Frères Lumière à SORGUES.

Référence : Arrêté préfectoral d'autorisation n° SI 2008-06-040030-PREF du 4 juin 2008.

P.J. : Courrier à l'exploitant en date du 27 octobre 2009.
Un projet d'arrêté de mise en demeure.

1 – Rappel succinct de la situation de l'établissement

La société Mäder Composites exploite depuis janvier 2010 une usine de fabrication de résines pour peintures sur le territoire de la commune de SORGUES en succession à la société Cray Valley.

Un récépissé de déclaration de changement d'exploitant a été délivré le 9 février 2010 en application de l'article R. 512-68 du code de l'environnement qui stipule que les prescriptions précédemment imposées à la société par arrêté préfectoral n° SI 2008-06-040030-PREF du 4 juin 2008 restent applicables à la société MÄDER COMPOSITES.

2 - Objet du rapport

L'établissement exploité par la Société MÄDER COMPOSITES, situé au 177, avenue des Frères Lumière à SORGUES, a fait l'objet d'une visite d'inspection approfondie le 10 octobre 2008. Lors de cette visite, non exhaustive, l'inspection a pu constater des écarts aux dispositions réglementaires en vigueur applicables aux installations, qui ont été notifiés à l'exploitant.

En particulier, l'inspecteur avait relevé que les installations de chargement ou de déchargement desservant le dépôt de solvants, soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434.2 de la nomenclature n'étaient pas visées à l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 juin 2008 présentant le classement selon la nomenclature des installations classées constituée par la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement.

Par son courrier du 3 novembre 2008, l'exploitant, en réponse à cette notification, indiquait qu'il se tenait prêt à demander la révision de l'arrêté d'autorisation pour régulariser sa situation au bénéfice de l'antériorité.

A la suite de cet échange, l'inspection, par courrier du 4 décembre 2008, a validé la proposition de l'exploitant en l'invitant à faire une demande de modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2008 en déposant auprès des services de la Préfecture de Vaucluse un dossier en application des dispositions de l'article R. 512-33 de code de l'environnement.

Par courrier en date du 27 octobre 2009 dont une copie est jointe au présent rapport, l'inspection a rappelé à l'exploitant la nécessité de faire une demande de modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2008 et ce au plus tard avant le 31 mars 2010, du fait du caractère notable de cette non conformité.

Or, malgré cette relance, l'exploitant n'a toujours pas à ce jour déposé de dossier.

3 - Conclusion et proposition

Le fait de ne pas avoir déclaré des installations existantes rend la situation de la société MÄDER COMPOSITES irrégulière et expose l'exploitant à des sanctions tant administratives que pénales.

Du fait de cette omission, la société MÄDER COMPOSITES exploite sur son site de Sorgues des installations non visées au point 1.1 de l'arrêté du 4 juin 2008. Ces installations existantes n'ont pas été décrites dans le dossier déposé le 6 juin 2007 à l'appui de la demande d'autorisation et donc, ne sont pas conformes au point 1.2 de l'arrêté susvisé qui stipule :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant le 6 juin 2007. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

Dans ces conditions et compte tenu des délais écoulés depuis la notification de l'écart (octobre 2008) et, en application des dispositions de l'article L.514-1 du code de l'environnement, nous proposons à Monsieur le Préfet de Vaucluse de mettre en demeure la Société MÄDER COMPOSITES de fournir, au plus tard avant le 30 septembre 2011, un dossier de modification pour son site de SORGUES en application des dispositions de l'article R. 512-33 de code de l'environnement.

Un projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure est annexé au présent rapport.

L'inspecteur des installations classées,

Vu, adopté et transmis avec avis conforme
à Monsieur le Préfet de Vaucluse
Direction Départementale de la Protection des Populations